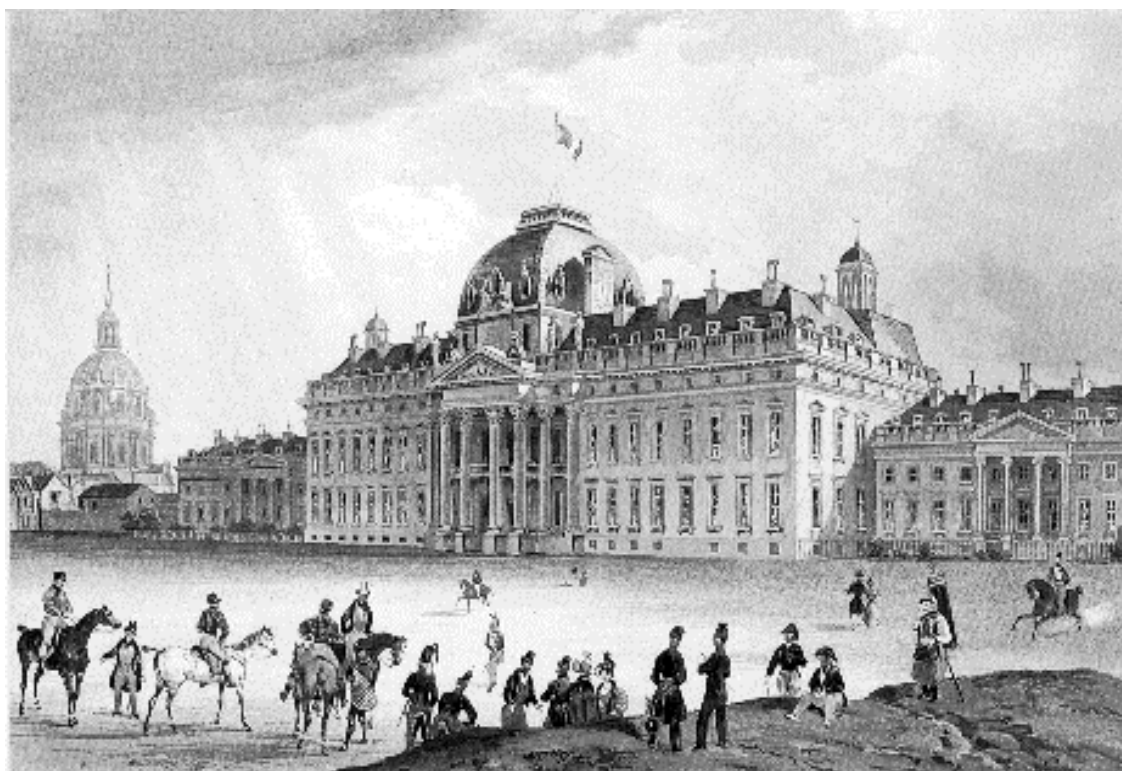




STRATEGIES AMERICAINE ET CHINOISE

Des facteurs de conflictualité



Commandant CHAGNARD (Air) – groupe D4 – Mars 2000

1. STRATEGIES AMERICAINE ET CHINOISE, DES FACTEURS DE CONFLICTUALITE

2. Commandant (Air) Thierry CHAGNARD

3. 15 mars 1963

4. Division D

5. Mémoire de stratégie

6. La disparition du bloc soviétique a eu un double corollaire. Elle a placé le Monde dans un système dominé, sur l'ensemble des

secteurs, par une seule nation : les Etats-Unis. Elle a également permis l'accélération des ambitions de la Chine désireuse d'accéder au rang de puissance régionale et mondiale.

Ce projet s'oppose aux visées américaines. Il en résulte dès lors la mise en œuvre de stratégies qui contiennent les germes

potentiels d'un affrontement. L'étude qui va être menée vise à en définir la nature et à en apprécier l'importance.

7. Mots clés: Etats-Unis, Chine, Stratégie(s), conflictualité, guerre froide

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE 1.....	6
D'UNE SEULE VERS UNE DEUXIEME STRATEGIE IMPERIALISTE.....	6
I. LA STRATEGIE IMPERIALISTE AMERICAINE.....	6
<i>L'évolution de la pensée stratégique américaine au 19^{ème} et 20^{ème} siècle</i>	6
<i>La pensée stratégique américaine pour le 21^{ème} siècle : la continuité du but.</i>	8
II. LA RESURGENCE D'UNE STRATEGIE IMPERIALISTE CHINOISE.....	11
<i>L'importance des anciens dans la pensée stratégique chinoise</i>	11
<i>L'évolution de la pensée stratégique de 1950 à nos jours</i>	13
<i>La rénovation de la pensée stratégique chinoise</i>	14
<i>La route vers un statut de grande puissance</i>	14
CHAPITRE 2 :	17
LES FONDEMENTS DE LA CONFLICTUALITE SINO-AMERICAINE.....	17
I DES CONCEPTIONS GEOSTRATEGIQUES ANTAGONISTES	17
<i>Des volontés d'influences régionales contrariées</i>	17
L'Asie, un gage d'influence planétaire pour les Américains	17
L'Asie, le berceau des ambitions internationales de la Chine	18
CHAPITRE 3 :	21
LA TRADUCTION DE CETTE CONFLICTUALITE.....	21
I. UNE EVALUATION MUTUELLE EN TERME DE MENACE EXERCEE	21
II. UNE CONFLICTUALITE QUI S'EXERCE PAR LE JEU DES ALLIANCES ET DES RELATIONS ETATIQUES	23
<i>La redéfinition du traité de sécurité nippo-américain</i>	24
<i>La constance de la stratégie américaine à l'égard de Taïwan</i>	25
<i>La rénovation du dialogue américain sur la question coréenne</i>	26
<i>Le projet américain de défense antimissile de théâtre</i>	27
<i>L'attitude chinoise à l'égard du Japon</i>	27
<i>La virulente question sino-Taïwanaise</i>	28
<i>Les relations de la Chine avec les deux corées</i>	29
<i>Le jeu des relations de la Chine avec l'Inde et la Russie</i>	29
III. EVOLUTIONS DANS LE DOMAINE MILITAIRE.....	30
<i>Le projet NMD américain</i>	31
<i>La stratégie spatiale chinoise</i>	32
CHAPITRE 4.....	34
LES RISQUES D'UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE.....	34
<i>Les effets de la mondialisation</i>	34
<i>Les objectifs fondamentaux américains et chinois</i>	34
<i>Des rapports de force inégaux</i>	35
CONCLUSION.....	36
BIBLIOGRAPHIE.....	37

INTRODUCTION

Un nombre important de déclarations d'hommes politiques et de spécialistes des questions géostratégiques annoncent l'imminence d'une reprise de la course mondiale aux armements. Cette conviction s'accélère à l'approche de la date à laquelle le président américain doit se prononcer sur l'éventuel déploiement d'un système national de défense antimissile.

Ce projet répond-t-il à une dégradation sensible de l'environnement sécuritaire international ? Les événements relevés sur l'échiquier planétaire ne permettent pas de conclure en ce sens. Alors ? Une analyse des ambitions qui sous-tendent les stratégies mises en œuvre par les Nations comptant sur la scène internationale apporte de meilleurs éléments de compréhension. Elle fait apparaître qu'un nouvel acteur ambitionne ostensiblement et avec persévérance de gagner une reconnaissance internationale ; il s'agit de la Chine. L'aboutissement de ce projet modifierait l'ordre unipolaire qui régit l'équilibre géostratégique actuel. Il marquerait de fait la fin de la prééminence unilatérale des Etats-Unis. Ce présage ne peut convenir aux Américains autant qu'ils ne peuvent rester insensibles aux risques de déstabilisation de l'équilibre sécuritaire qu'il comporte.

Une analyse des enjeux nationaux montre de manière évidente que les Etats-Unis et la Chine défendent des intérêts personnels antagonistes. Leur exacerbation éventuelle contient les germes d'un refroidissement de leurs relations et d'une accélération de la course chinoise aux armements. A ce jour et pour plusieurs années encore cette évolution devrait être contenue. A défaut, elle mettrait un coup d'arrêt brutal à la croissance de ce pays. Elle précipiterait la chute de ses dirigeants et stigmatiserait un sentiment anti-occidental dans la population, accentuant alors les risques de confrontation. La Chine peut légitimement faire valoir son projet géopolitique. Les Etats-Unis se doivent de le contenir dans une proportion non déstabilisante de l'ordre mondial, tout en reconnaissant à son interlocuteur la place qui lui revient sur l'échiquier mondial. Ce paradoxe et cette difficulté sont l'enjeu majeur du début du vingt et unième siècle.

L'étude qui va suivre vise à mieux évaluer les facteurs de conflictualité qui résultent des stratégies américaines et chinoises. Une approche historique des stratégies respectives montrera leur caractère impérialiste au cours du temps. Elle soulignera les facteurs d'antagonisme et précisera les conséquences qu'ils engendrent dans l'attitude des Etats. Elle se conclura par une appréciation

personnelle sur les risques probables de voir ces stratégies s'orienter dans un sens qui corroborerait les craintes de nouvelle guerre froide.

CHAPITRE 1

D'UNE SEULE VERS UNE DEUXIEME STRATEGIE IMPERIALISTE

L'action américaine s'inscrit depuis des décennies dans une stratégie impérialiste. Son attitude actuelle ne dévie pas de cet axe. Les Etats-Unis sont devenus, au terme de l'effondrement de l'URSS, la seule puissance mondiale. Leur action vise, de manière assidue et affichée, à pérenniser cette suprématie, à asseoir, consolider, défendre leurs intérêts économiques, militaires et culturels garants de leur leadership mondial.

La démarche chinoise s'inscrit-elle aussi, depuis des millénaires, dans une stratégie impérialiste maîtrisée que seuls les aléas historiques ont entravée. Le développement économique des années 90 et la nouvelle donne géostratégique pousse cette Nation à reprendre sa marche de reconquête d'un empire démembré.

I. LA STRATEGIE IMPERIALISTE AMERICAINE

L'évolution de la pensée stratégique américaine au 19^{ème} et 20^{ème} siècle

D'une stratégie locale

Les Etats-Unis d'Amérique sont nés de l'agrégat progressif de régions. La naissance de ce futur grand Etat remonte au début du 19^{ème} siècle. La volonté d'émancipation à l'égard de la vieille Europe a été quasi concomitante. La déclaration du président Monroe au Congrès, en 1823, stipulait qu'à compter de cette date les affaires politiques de l'hémisphère occidental ne devaient plus concerner l'Europe. C'est cette volonté affirmée de prendre en main leur destin qui a sans nul doute contribué à l'essor territorial de ce pays. Le milieu du 19^{ème} siècle a vu le début de l'expansionnisme américain au-delà de leur zone hémisphérique. Une des premières interventions retenue par les historiens est remarquablement prémonitoire des enjeux considérés majeurs par cette nation. Il s'agit d'une injonction du commodore Perry au Japon, en 1854, de s'ouvrir aux échanges. L'interventionnisme américain s'est poursuivi avec l'action de leur marine en Chine en 1859, puis en Corée en 1871. Dans ce contexte, ils participèrent à la politique des nations européennes à l'égard de la Chine relative à l'établissement des concessions. Les années qui suivirent traduisirent le renforcement de l'ambition impérialiste de l'Amérique. Un thème s'installa alors définitivement dans les esprits, celui de la *Manifest Destiny*, qui convaincu grand

nombre d'américains du caractère exceptionnel du mandat donné à leur peuple vis à vis du reste du monde. On assista dès lors à une accélération manifeste et continue de l'expansionnisme de ce pays : vers les îles du Pacifique Nord : Midway, Samoa, Hawaii, ..., l'Alaska rejoignit le giron américain après son rachat à la Russie en 1867. La guerre avec l'Espagne, en 1898, pour contrôler les Caraïbes apporta aux Etats-Unis le territoire de Porto Rico, de l'île de Guam, ainsi que des Philippines et un droit d'intervention sur l'île de Cuba, devenue indépendante. Sous la présidence de Théodore Roosevelt, les Etats-Unis intervinrent à une vingtaine de reprises dans les Caraïbes.

A une stratégie mondiale

Si l'intérêt de cette nation pour l'hémisphère Ouest a été manifeste, il est resté jusqu'au début du 20^{ème} siècle étranger à la zone d'influence européenne. Jusqu'au début de la première guerre mondiale le vieux continent a dominé la scène politique internationale. L'année 1917, date de l'entrée des américains dans le conflit, constitua une césure de leur politique extérieure. Mais, cette incursion sur le devant de la scène politique internationale fut éphémère. A la fin de la guerre, ce pays victorieux s'en retourna vers sa seule ambition de croissance économique et se replia dans une forme d'isolationnisme.

A cette date les Américains semblent ne pas avoir eu conscience qu'un changement radical dans le domaine de l'influence des nations venait de se produire. Ils n'ont, à priori, pas su ressentir que leur intervention coïncidait avec le début du déclin de l'Europe. A moins qu'ils n'aient considéré que leur intérêt était ailleurs et principalement dans l'enrichissement constant de leur économie intérieure.

La deuxième guerre mondiale, avec son issue victorieuse pour les alliés, plaça les Etats-Unis, sans aucune forme d'alternative pour eux, au premier plan de la scène internationale. Ce fait était logique, il résultait de leur primauté dans les domaines économique, financier, industriel, aux dépens d'une Europe ravagée par six années de guerre et exsangue. Leur arsenal nucléaire et son corollaire sur la sanctuarisation de leur territoire accrut leur rôle sur le devant de la scène. Il autorisa, durant les cinquante années de guerre froide qui s'en suivirent, le maintien d'un équilibre de terreur face au bloc soviétique.

Cette longue période, marquée par l'absence de conflits majeurs, leur permit d'asseoir leur hégémonie. Il fallut attendre cependant l'avènement de la guerre du Golfe pour qu'elle paraisse évidente aux yeux de tous. Dans cet intervalle, ils essuyèrent néanmoins quelques revers significatifs. L'avènement du parti communiste en Chine fut certainement le principal pour ce pays tellement opposé à cette forme d'idéologie politique. La deuxième moitié des années soixante-dix constata l'expansion de l'idéologie soviétique en Afrique et en Amérique latine. Somme toute, le parcours accompli ne doit pas être injustement dénié. Le statut actuel des Etats-Unis est la conséquence logique de leur politique, de leurs efforts, et des moyens qu'ils ont mis au service de leurs ambitions.

Au terme de l'année 1991, les Etats-Unis sont devenus cette puissance hégémonique que nous connaissons et qui aspire à la rester le plus longtemps possible.

La pensée stratégique américaine pour le 21^{ème} siècle : la continuité du but.

D'une stratégie d'endiguement à une stratégie d'extension

La guerre froide avait conduit les Etats-Unis à définir une nouvelle stratégie qui prenait en compte les rapports de force et de bipolarité. George Kennan¹ jeta les bases de cette stratégie qu'il qualifia d'endiguement (containment). Elle perdura, au travers de quelques adaptations, durant plus de quarante années. Elle préconisait de se contenter d'exercer sur l'Union soviétique une pression constante, l'ennemi renfermant en lui, selon George Kennan, les gènes de sa propre disparition.

La disparition de la menace soviétique et sa conséquence sur l'équilibre géostratégique mondial justifia de l'élaboration d'une nouvelle stratégie. Passée l'utopie sur l'avènement d'une ère de paix, il leur fallut prendre acte du caractère insécuritaire de notre monde et de la position hégémonique exclusive dont ils avaient hérité. Avec quelques tâtonnements, ils mirent au point la stratégie dite d'extension² (enlargement); celle du libre échange commercial et de la démocratie. Cette stratégie présentait l'avantage d'être claire mais elle souffrait d'un manque de pouvoir mobilisateur. Il lui fut adjoint dès lors un cadre d'application élargi touchant aux actions politiques, diplomatiques, militaires et culturelles. C'est cette stratégie qui prévaut aujourd'hui et qui prévaudra encore probablement sous une forme sensiblement voisine tant que le leadership américain sera maintenu.

Au-delà de la stratégie elle-même, il convient de se pencher sur la qualité et les caractéristiques qui sous-tendent son application.

¹ George Kennan était diplomate américain à Moscou lorsqu'il définissait, en 1947, les bases de la stratégie d'endiguement. Sa ligne de pensée fut conservée lors des remaniements que subit sa doctrine au cours des années qui suivirent. Elle ne perdit de son acuité qu'à la disparition du bloc de l'Est.

² Ce fut Anthony Lake, alors conseiller pour la sécurité nationale du président Clinton, qui proposa en 1993 les bases de ce qui devint par la suite la stratégie de l'enlargement.

Une stratégie cohérente et offensive

Placés au sommet de la pyramide des Etats, les Etats-Unis ambitionnent de conserver cette position avantageuse. Ils ont, à cette fin, mis en place une stratégie cohérente et offensive qui vise à répondre à l'ensemble des menaces actuelles.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la stratégie de puissance des Etats est passée d'une dimension unique, basée sur le niveau des moyens militaires détenus, à une dimension plurielle qui associe aux moyens traditionnels ceux liés à l'économie. Cette nouvelle dimension est essentielle. Le général Poirier, dans son ouvrage : *La crise des fondements*, parle de « facteur surdéterminant de l'économie dans la stratégie ». Il en a résulté, pour les Etats désireux de jouer un rôle sur l'échiquier international, une nécessaire redéfinition de leur stratégie dans un sens que les généraux Poirier et Beaufre qualifient d'intégrale ou de totale.

Dans ce sens, la cohérence de la stratégie américaine est remarquable. Elle fait correspondre à une analyse pragmatique du contexte économique et environnemental, un éventail d'interventions possibles touchant au domaine économique, militaire, politique et culturel. Elle n'exclut, en fait, aucun axe de domination et s'exerce en tous temps et en tous lieux. Sa cohérence résulte également de la précision de sa mise en oeuvre. Ce résultat est le fait d'une approche systémique et d'une application parfaitement orchestrée par les acteurs premiers de l'édifice politique et militaire de la Nation.

Cette stratégie s'articule suivant trois axes.

La Maison Blanche a en charge l'élaboration de la Stratégie Nationale de Sécurité. Elle se définit comme la partition générale à suivre pour atteindre les buts qui garantissent la sécurité nationale. Elle veille à coordonner les effets de la puissance nationale au service de la sécurité du pays. Elle concerne l'ensemble des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre trois objectifs, considérés vitaux à la Nation: le renforcement de la sécurité du Pays - en dissuadant quiconque tenterait de s'y opposer -, la facilitation du développement économique intérieur par l'ouverture, la plus large possible, des marchés extérieurs, et enfin le développement international de la démocratie.

La stratégie de défense et la stratégie militaire nationale forment avec la précédente le triptyque de la stratégie nationale. Elles sont mises en oeuvre respectivement par le secrétaire d'Etat à la défense et par le président du comité des chefs d'état-major. Elles découlent directement des orientations définies au niveau présidentiel, dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité.

La stratégie de défense fonde, sur le terrain, les relations politico-militaires de la Nation avec les autres pays et justifie des décisions et des engagements contractés avec eux. Elle répond aux objectifs américains d'être capable de façonner l'environnement international, d'agir efficacement face à tous types de

crise et d'adapter leurs orientations au contexte général. Ces trois actions sont résumées dans le discours officiel par trois verbes d'action : 'to shape, to respond, to prepare'.

Les moyens d'appliquer cette stratégie sont d'ordre diplomatico-militaire. Le caractère diplomatique s'entend dans une acception élargie, puisqu'il concerne également la maîtrise des armements et de la prolifération des armes de destruction massive. Un organisme a été créé en octobre 1998, la 'Defense Threat Reduction Agency', qui centralise les actions d'évaluation des risques, de détection des menaces nouvelles et d'élaboration des actes de prévention. L'action militaire complète l'effort diplomatique. Elle concerne entre autres, la coopération de défense, le déploiement de forces à l'extérieur du territoire national, les exercices interalliés.

L'importance des résultats obtenus, au cours de la décennie, est significative. Les nombreux accords ou avancées auxquels est parvenue la diplomatie américaine en témoignent. Citons à titre d'exemple : le Partenariat pour la Paix, l'Acte fondateur OTAN-Russie, l'élargissement de l'OTAN, le renforcement des lignes directrices du traité de sécurité nippo-américain, ou 'la relation stratégique constructive' avec la Chine.

Cette composante de la stratégie globale met également en œuvre le concept de révolution dans les affaires militaires (RMA). Sa nature souligne l'importance accordée à la très haute technologie dans la gestion des crises, le rôle fondamental des systèmes d'information et l'absolue nécessité de contrôle de l'espace.

La stratégie militaire nationale se concentre exclusivement sur le volet militaire des actions entreprises. A l'instar du livre blanc sur la défense pour la France, elle fait l'objet d'un document d'orientation officiel, daté de 1997, rédigé dans le cadre de la Quadriennial Defense Review, qui définit les structures et les missions des armées. Son étude met en exergue la dimension dissuasive de la pensée stratégique américaine.

La cohérence de la stratégie menée est à mettre en parallèle avec son caractère offensif. Elle est l'évolution d'une stratégie militaire exclusive vers une stratégie multiformes, dont l'objectif demeure la domination et l'affaiblissement des adversaires ou concurrents, qu'ils soient du niveau étatique ou pas. Elle aspire autant à s'opposer aux différentes menaces liées à la prolifération des armes de destruction massive, à la course aux armements, aux risques terroristes,...qu'à préserver pour les Etats-Unis leur rang au sommet de la hiérarchie des Etats.

La stratégie américaine actuelle coïncide parfaitement, par sa globalité et son domaine d'influence, avec la définition qu'en donnait l'amiral Castex. Il l'évoquait comme « l'art de conduire, en temps de guerre comme en temps de paix, l'ensemble des forces et des moyens de lutte d'une nation ».

Aux yeux des Américains, les éléments existants de la puissance de la Nation sont autant des paramètres à conserver et à développer que des atouts à

employer dans la soumission de l'autre. La phrase de la Maison Blanche, publiée en 1997 dans le document *National Security Strategy for a new Century* est manifeste de cette conception: « First, we must be prepared and willing to use all appropriated instruments of national power to influence the actions of other states and non-states actors ».

Au-delà de la détermination affichée et des axes d'effort entrepris pour garantir la sécurité physique, militaire et économique du pays, son dessein hégémonique est clairement exprimé dans le discours politique. A plusieurs reprises et sous différentes investitures, celui de son plus haut représentant a été clair en ce sens. En janvier 1999, dans son intervention sur l'état de l'Union, le président Clinton a insisté sur la vocation de leadership mondial des Etats-Unis. C'est bien la poursuite de cet objectif qui sous-tend les orientations de la politique définies au plus niveau de l'Etat.

Les Etats-Unis ont donc construit leur concept stratégique actuel vis à vis d'un objectif de maintien de leur prééminence mondiale qui s'exerce sur l'ensemble des domaines représentatifs de la puissance d'un état. Les éléments actuels de puissance doivent servir à consolider leur position et permettre de retarder au maximum l'émergence d'un nouveau leader mondial. En ce sens leur action est coercitive et se moque des aspirations d'autres nations à assurer un rôle géostratégique sur l'échiquier international. Ce dernier point est capital, car il explique l'insatisfaction et l'agacement des nations, de plus en plus ouvertement manifestés, envers le géant américain.

II. LA RESURGENCE D'UNE STRATEGIE IMPERIALISTE CHINOISE

La stratégie employée par la Chine pour mettre en œuvre son projet politique est le résultat d'une pensée stratégique plusieurs fois millénaire. Durant près de vingt-cinq siècles, elle a assis ses fondements sur les réflexions de préceptes qui demeurent encore de nos jours remarquables de lucidité. Jusqu'à un passé récent, cette stratégie était au service d'une politique de repli sur soi, la Chine méprisant ce qui se passait à l'extérieur de son territoire. La disparition de l'URSS a réorienté les ambitions de cette nation dans un sens qui n'est pas sans inquiéter ses voisins. La Chine est passée d'une stratégie défensive à une attitude plus offensive et n'hésite pas à affirmer ses prétentions géostratégiques et sa volonté de devenir un acteur déterminant sur la scène internationale.

L'importance des anciens dans la pensée stratégique chinoise

La stratégie chinoise plonge ses racines dans un passé lointain dont les stratèges Sun-Zi et Wu-Ki témoignent de la grandeur. Les écrits de Sun-Zi, et

notamment ceux du traité sur 'L'art de la guerre'¹, demeurèrent une référence auxquels bon nombre de responsables politiques chinois se référèrent au cours des vingt-cinq siècles qui suivirent leur rédaction. Sun-Zi a réalisé l'exploit de penser la guerre dans sa globalité. Il a mis en exergue le nécessaire préalable de l'étude théorique globale sur l'action. De son point de vue la guerre n'est pas bonne mais il faut s'y préparer. Il a d'une manière remarquable théorisé la préparation et la conduite de la guerre. Sa pensée s'inscrit dans un concept de stratégie indirecte et emprunte à l'ensemble des modes d'actions dimensionnants de la guerre.

D'aucuns considèrent que l'art militaire chinois est resté inchangé jusqu'au 18^{ème} siècle. Dans sa préface sur les Fondements de la stratégie chinoise de Madame Valérie Niquet, Monsieur Couteau-Bégarie², évalue au 20^{ème} siècle la réactivation de la pensée stratégique chinoise. L'absence d'innovation stratégique chinoise durant une si longue période s'explique par trois raisons essentielles : l'absence séculaire de modernisation du pays, la dimension globale de la pensée stratégique chinoise dépassant largement les seules considérations militaires, et enfin, le caractère culturel de la Chine qui nous pousse à confondre la simple notion de pays, au sens géographique du terme, et celle de civilisation chinoise.

L'évolution de l'art militaire accompagne naturellement celle des technologies, du tissu socio-économique, de la pensée politique. Hors la Chine a vécu durant des siècles dans un immobilisme quasi complet, repliée sur elle-même. La pensée militaire a subi le même phénomène et a abordé le 20^{ème} siècle dans une définition extrêmement proche de sa version originale.

La dimension globale du champ d'élaboration de la stratégie chinoise a également participé à sa longévité. Loin de ne considérer que l'aspect militaire sous son acception tactique, la stratégie élaborée par les préceptes chinois englobait des notions philosophiques et des réflexions politiques. Cette harmonie avec un mode de pensée structuré, empruntant au confucianisme et au daoïsme, a dogmatisé la pensée stratégique des anciens.

Le dernier facteur de stabilité est lié à la sinisation systématique de tout le territoire chinois suivant une démarche précise couvrant les aspects politique, linguistique, idéologique. Cette uniformisation et son corollaire sur la non diversité de pensée a empêché l'émergence d'un mouvement de rénovation.

Le concept stratégique chinois perdurera ainsi jusqu'au début des années 1950 date de l'arrivée de Mao Zedong au pouvoir. Il subira alors une évolution significative qui peut être qualifiée de renouveau.

¹ 'L'art de la guerre' a été écrit par Sun Zi au Vème siècle avant Jésus-Christ

² : M. Couteau-Bégarie est président de l'Institut de Stratégie Comparée et enseigne la Stratégie au Collège Interarmées de Défense.

L'évolution de la pensée stratégique de 1950 à nos jours

La pensée stratégique chinoise au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle a évolué pour s'adapter à l'origine de la menace. Les grandes puissances d'alors : les Etats-Unis et l'URSS, et les mouvements séparatistes régionaux correspondaient alternativement à cette menace. On peut dire que l'évolution du concept stratégique a résulté d'un processus pragmatique d'analyse de la situation intérieure et extérieure du pays.

Au cours des années cinquante, l'ennemi désigné était l'impérialisme américain et le parti du Guomindang réfugié à Taï wan. Les dirigeants du pays considéraient que leur sécurité passait par leur adhésion au camp socialiste contre l'impérialisme américain. Le concept stratégique en vigueur était celui de la guerre populaire prolongée et de la guerre de masse à l'extérieur. La reconquête du Tibet, la guerre de Corée découlèrent de ce concept.

Dans les années soixante, l'URSS devint l'ennemi désigné. La Chine, qui voulait affirmer son indépendance, chercha à prendre la tête du Tiers-Monde pour conduire la lutte contre l'URSS et les Etats-Unis. Elle adjoignit à son concept de guerre populaire celui d'une dissuasion nucléaire limitée.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingts, l'URSS devint le seul ennemi désigné. L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir réduisit cette opposition. Tout en conservant une notion de dissuasion nucléaire limitée, la stratégie évolua de la guerre populaire menée dans des conditions modernes vers une défense périphérique et d'engagement dans des conflits localisés. Cette nouvelle doctrine s'appliqua lors de l'action militaire contre le Vietnam au sujet des îles Paracels en 1974, puis au sujet des îles Spratleys en 1981.

Les années quatre-vingt-dix virent l'orientation de la stratégie dans le sens d'une réaction aux pressions politico-culturelles américaines et occidentales pouvant conduire en Asie à l'apparition d'alliances s'opposant à la Chine. L'année 1992, après la guerre du golfe, a marqué une nouvelle évolution de la pensée stratégique chinoise. Les actions entreprises visèrent, on pourrait utiliser le présent car certaines d'entre elles demeurent et ne sont pas abouties, à rendre le pays capable de conduire une guerre limitée dans un environnement de haute technologie, à réduire le format des forces armées tout en améliorant l'armement et l'entraînement de celles maintenues, à accroître la capacité de projection y compris pour la composante logistique, à favoriser la réflexion sur des doctrines d'opérations combinées et offensives, à faire la promotion des stratégies maritimes et aériennes combinées, à donner la priorité à l'acquisition d'équipements modernes, à favoriser la création ou le maintien de forces de réaction rapide, à redéfinir de nouvelles priorités de développement nucléaire balistique, et enfin, à s'impliquer ouvertement dans un processus de réflexion lié à la révolution dans les affaires militaires et aux types de menaces dites asymétriques.

Ce demi siècle d'évolution du concept stratégique chinois mérite certainement un éclairage complémentaire qui ne soit pas simplement chronologique. Une approche du phénomène basée sur l'identité de ceux qui en furent les instigateurs paraît intéressante. Mao Zedong et Deng Xiaoping sont ces personnages charismatiques. Le premier d'entre eux peut être considéré comme le rénovateur de la réflexion stratégique, le second comme le précurseur des ambitions extérieures retrouvées du peuple chinois et de la quête vers un statut de grande puissance internationale.

La rénovation de la pensée stratégique chinoise

Mao Zedong et le concept de guerre populaire

Mao Zedong a réactivé la réflexion théorique du concept stratégique. Il a théorisé le concept de guerre révolutionnaire et en a fait un outil stratégique de victoire. C'est par sa mise en œuvre qu'il a accédé au pouvoir en 1949. C'est sur elle qu'il s'est appuyé pour élaborer son projet de défense du territoire chinois contre une éventuelle agression extérieure. Le concept de guerre populaire prolongée comme moyen de préservation du sanctuaire national contre des attaques de puissances dominantes et principalement des Etats-Unis peut surprendre. Le paradoxe de ce concept par rapport à ceux des grandes nations occidentales s'explique par le déséquilibre des moyens techniques et financiers et par une approche opposée de l'importance du paramètre humain. Mao Zedong a considéré publiquement comme acceptable la mort de plusieurs centaines de millions de chinois en cas d'attaque nucléaire. Une telle assertion s'explique par le volume unique de la population chinoise. Mao Zedong affirmait qu'une guerre de ce type contre son pays aurait contribué à la victoire définitive de l'idéologie communiste sur le capitalisme ; les occidentaux se retrouvant dans une telle situation de dépeuplement qu'ils n'auraient pu s'opposer à cette émergence. Le fait nucléaire chinois avéré en octobre 1967 n'a pas modifié cette position, la Chine demeurant dans le domaine nucléaire en nette situation d'infériorité face aux deux grandes puissances.

La route vers un statut de grande puissance

La fin du vingtième siècle a été ressentie par les dirigeants chinois et par leur peuple comme l'occasion de laver l'affront résultant de l'irruption commerciale, politique et idéologique occidentale en Extrême-Orient au début du siècle dernier, et de sortir d'un demi-siècle de repli sur soi. La diminution puis la disparition des menaces à ses frontières, la fascination exercée par son marché intérieur auprès des puissances occidentales, l'évolution de la pensée stratégique américaine dans un sens moins enclin à l'intervention, ont poussé ce pays à faire évoluer sa stratégie.

Deng Xiaoping qui perçut tôt les circonstances conjoncturelles favorables au redressement de l'image de son pays, entreprit cette évolution. Elle visait, à terme, à donner à la Chine un statut de grande puissance internationale. La méthode suivie pour atteindre cet objectif se décompose en deux phases clairement distinctes. La première tendait à mettre à profit le temps de paix, résultant de la fin de la guerre froide, pour rationaliser l'outil militaire. La seconde, à partir de 1990, se voulait plus offensive et pourrait être qualifiée, de route tracée vers le statut de grande puissance internationale.

Une stratégie qui met à profit le temps de paix

Du fait de la diminution sensible de menaces aux frontières, Deng Xiaoping entrepris plusieurs mesures dont celles de l'ouverture partielle de la Chine et de la modernisation de l'armée Populaire de Libération. Cette modernisation consacra une rationalisation de son format et une professionnalisation de ses effectifs. Outre son effet d'apurement sur l'APL, cette mesure donna un gage aux puissances occidentales de la volonté chinoise de prendre en compte les nouvelles données géostratégiques. L'objectif de suffisance défini par Deng Xiaoping à cette époque pour son armée fut sa capacité à arrêter aux frontières toutes tentatives d'invasion.

Mais à l'instar des préconisations de Sun Zi, il favorisa le développement économique du pays comme préalable à un large essor de sa puissance militaire. Cette démarche respectait l'objectif de reconnaissance de responsabilité du pays.

Vers une stratégie plus offensive à partir de 1990

A la suite des événements de Tian'anmen et de la disparition de la menace soviétique, les dirigeants chinois ont fait évoluer leur stratégie dans un sens ambivalent. Il traduisait à la fois une volonté de contribuer à l'établissement d'un environnement pacifié et de faire progresser leurs revendications territoriales afin d'accélérer techniquement l'obtention du statut de grande puissance.

La modernisation des forces armées conduite par Deng Xiaoping était soutenue par la volonté de reconquête des territoires jugés comme partie intégrante de la Chine. Elle favorisait un discours diplomatique plus affirmé car emprunt d'une dose peu dissimulée de menace. Elle visait enfin à se doter de moyens capables de s'opposer à toutes tentatives de blocage de ses voies de circulation et d'approvisionnement maritimes. La doctrine stratégique fut étendue d'une défense des frontières à une 'défense' au-delà des frontières.

Le durcissement stratégique s'est, par ailleurs, exprimé au travers du discours nationaliste véhiculé par les dirigeants chinois auprès de la population. L'exacerbation du sentiment nationaliste, dans un contexte de délitement du

communisme soviétique, fut un moyen utilisé, et qui demeure encore aujourd'hui, pour masquer aux yeux de la population l'affaiblissement de l'idéologie du parti. La course à une prééminence régionale détourna le flot des mécontents d'une croissance économique dont ils se trouvaient exclus.

Cette stratégie visait également à devancer toutes velléités d'extension d'influence qu'auraient été tentées de manifester d'autres puissances régionales, le Japon notamment.

Les orientations offensives de la pensée stratégique se manifestèrent enfin, sur le plan extérieur, au travers de la considération du niveau des menaces planant sur la Chine. Le devenir diplomatique de Taï wan et la résistance aux avancées chinoises en mer de Chine méridionale, étaient et restent considérés comme les plus importantes. Ce classement traduit l'inclinaison vers une pensée expansionniste régionale et sous entendait de la volonté d'une reconnaissance plus large à l'échelle internationale. L'objectif final était bien, déjà, d'atteindre le statut de grande puissance.

Ces orientations, qui perdurent dans l'état actuel de la pensée chinoise, démontrent l'évolution de la pensée stratégique du pays dans le sens d'une plus grande agressivité. Ce changement n'est pas sans inquiéter grand nombre de ses voisins et contrarie les visées américaines dans cette région jugée stratégique. Cette inclinaison constitue le fondement de la rivalité sino-américaine actuelle.

CHAPITRE 2 :

LES FONDEMENTS DE LA CONFLICTUALITE SINO-AMERICAINE

Les fondements de la conflictualité sino-américaine sont de deux ordres. Ils découlent de conceptions géostratégiques antagonistes et de raisons propres aux états.

I DES CONCEPTIONS GEOSTRATEGIQUES ANTAGONISTES

L'élément principal de l'antagonisme géostratégique sino-américain correspond au rôle exclusif que ces deux pays entendent jouer en Asie du Sud-Est. Cette zone recouvre des enjeux majeurs pour chacun d'entre eux. Pour les Etats-Unis, elle constitue avec l'Europe, dans le cadre de l'espace Eurasien, l'enjeu géopolitique qui garantit le maintien de leur position hégémonique et de la paix mondiale. Aux yeux de la Chine, sa domination est considérée comme l'étape préliminaire à l'acquisition d'un statut de grande puissance mondiale.

Des volontés d'influences régionales contrariées

L'Asie, un gage d'influence planétaire pour les Américains

Les Etats-Unis règnent sur la scène internationale. L'Eurasie n'échappe pas à cette sphère d'influence. Elle joue aux yeux des américains un rôle fondamental. Elle est synonyme, d'après eux, du maintien de la suprématie planétaire de leur pays et de la paix mondiale. Cette globalisation des enjeux est explicitement mentionnée par Samuel P. Huntington dans un de ses ouvrages¹ : « Un monde dans lequel les Etats-Unis n'auraient pas la primauté connaîtrait plus de violences et de désordres, moins de démocratie et de croissance économique que si les Etats-Unis continuaient, comme aujourd'hui, à avoir plus d'influence sur les affaires globales que tout autre pays. Le maintien de la primauté des Etats-Unis est essentiel non seulement pour le niveau de vie des Américains, mais aussi pour l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies ouvertes et de l'ordre international».

La domination d'une zone aussi vaste est un exercice particulièrement difficile. Elle nécessite à la fois, la conservation de leur sphère préférentielle d'influence européenne, le rattachement idéologique des pays de l'ex Union Soviétique, et la non émergence d'un mouvement d'unification à l'est qui

¹ Samul P.Huntingtn, « Why interanational primacy Matters », International Security, printemps 1993

marquerait leur expulsion des bases insulaires qu'ils occupent. Sa difficulté réside également dans le caractère superficiel de ses fondements qui concernent seulement des actions d'influence et non de contrôle direct.

Au sujet de la zone asiatique, qui nous intéresse plus particulièrement, trois autres paramètres ajoutent à cette difficulté. L'un a trait au rythme et au modèle de croissance économique observés, l'autre correspond à l'absence d'organisations de coopération multinationales, le dernier résulte des ambitions propres à la Chine.

Malgré la crise financière de 1997, la zone asiatique a connu un rythme de croissance économique jamais atteint. Cette progression va de pair avec une incertitude politique croissante. Elle masque en effet les faiblesses de la zone et exacerbe les ambitions nationales et les attentes individuelles. De surcroît, elle s'opère en dehors d'une véritable politique régionale, à l'écart de structures de coopération multinationales construites qui pourraient, à l'instar des organisations de l'Union Européenne, pourvoir au règlement pacifique des différends. Elle s'exerce même, dans un contexte grandissant de mouvements nationalistes qu'entretient une redistribution largement inégalitaire des fruits de la croissance. Phénomène aggravant, elle coïncide avec une concentration importante de moyens militaires. En 1995, selon l'Institut International d'Etudes Stratégiques, la région a été la première importatrice d'armes, devant l'Europe et le Moyen-Orient.

La conjonction de ces facteurs pourrait, de l'avis des américains, favoriser une agitation sérieuse de la zone asiatique et bouleverser les équilibres internationaux. Un tel événement marquerait, de leur point de vue, la fin de leur hégémonie.

L'Asie, le berceau des ambitions internationales de la Chine

L'histoire de la Chine est synonyme de grandeur nationale. Elle engendre un nationalisme aigu qui se révèle le ciment de la société. La Chine sur le plan étymologique signifie le Pays du milieu. Cette définition, à elle seule, justifie dans l'esprit des Chinois du rôle majeur que doit jouer leur pays sur la scène internationale. Le mode retenu de propagation de cette influence s'exerce suivant un phénomène concentrique. L'Asie se trouve dans le premier cercle d'influence.

L'histoire est également la cause des ambitions nationales contemporaines. Elle suscite un sentiment de rancœur enraciné dans l'esprit de la population. Elle exacerbe les pensées de reconquête, tant en terme de territoire à recouvrer que d'influence internationale à reconquérir. Ce sentiment est entretenu par le message véhiculé auprès des couches jeunes de la population. Le référentiel de la grandeur chinoise est situé en 1840. A cette date, la Chine exerçait son influence sur la totalité de l'Asie du Sud-Est, jusqu'au détroit de Malacca, à la Birmanie, au Bangladesh et au Népal. Elle s'exerçait également sur certaines régions du Kazakhstan, sur la Mongolie et sur la province extrême orientale russe. Le

phénomène colonial franco-britannique a privé le pays de son influence sur l'Asie du Sud-Est entre 1885 et 1895. Deux traités imposés par la Russie en 1858 et 1864 ont entraîné des pertes de territoire dans le Nord-Est et le Nord-Ouest. Enfin la guerre sino-japonaise de 1895 a entraîné la perte de Taï wan.

Le recouvrement de Hong Kong et de Macao a participé de cet objectif de reconquête. La volonté obsessionnelle de réunifier l'île de Taï wan avec le continent marque le paroxysme de son ambition dans ce domaine.

La conquête d'une influence internationale passe par d'autres aspects dont celui lié au facteur économique. Il ressortit sous une approche globale du niveau du produit national brut qui se doit de dépasser celui de ses concurrents régionaux et principalement du Japon. Cet objectif nécessite de pouvoir disposer d'un certain nombre de moyens qui permettent le fonctionnement de l'outil industriel et notamment de correspondre aux besoins énergétiques grandissants. Hors ces besoins dépassent déjà ceux de la production nationale. C'est un des aspects qui justifie des prétentions chinoises en mer de Chine méridionale, l'autre étant leur valeur stratégique liée à la pérennité de voies de circulation et d'approvisionnement pour le pays.

II. DES RAISONS PROPRES AUX ETATS

Si les agissements américains participent d'une volonté de conserver le plus longtemps possible leur prééminence mondiale, il est intéressant de noter le sentiment bivalent qu'ils traduisent au sein de l'opinion américaine. Sans nul doute, la Chine irrite les Américains, mais elle les embarrasse aussi. L'irritation a trait au caractère d'opposition qui caractérise les valeurs respectivement défendues. A la recherche de la démocratie s'oppose la volonté de maintenir un socialisme d'état. A un libéralisme effréné correspond un modèle d'économie entravé par le poids d'une politique collectiviste désastreuse. Au souci de préserver un environnement international exempt de tensions majeures répond une volonté manifeste d'expansionnisme. A une lutte contre la prolifération d'arme de destruction massive coïncide un transfert de technologies sensibles vers des pays instables et loin des canons internationaux de la démocratie et de la responsabilité d'Etat. La liste est encore longue de ces oppositions. Elle semble devoir justifier d'une opposition fondamentale au quotidien et pourtant, les faits sont autres. C'est ce constat qui traduit l'embarras américain. Les attaques contre la Chine demeurent modérées. Pour exemple, malgré les révélations du rapport Cox, le Congrès a maintenu la clause de la nation la plus favorisée. Les efforts de participer à l'amélioration des relations bilatérales dépassent les raisons de brouille passagères.

L'explication de ce paradoxe est, certes de nature économique – attrait du marché chinois -, mais aussi liée à la conscience que la Chine n'est pas un adversaire que l'on pourra réduire au silence et à l'abandon de ses ambitions. Il s'agit plutôt de déterminer le délai durant lequel il pourra être contenu. Les Etats-

Unis semblent certains, à leur corps défendant, que la Chine comptera prochainement comme un acteur majeur de la scène internationale.

Du côté chinois, les raisons intérieures à la conflictualité qui sous-tend leurs relations avec les Etats-Unis empruntent à la crainte que les ambitions américaines ne viennent à empêcher le déroulement de leur dessein. L'action de l'OTAN au Kosovo a considérablement aggravé ce sentiment. Deux faits expliquent ce jugement. Les Américains ont été capables de conduire à distance une action militaire efficace. Les opérations ont abouti, sans pertes occidentales, à la renonciation du président Milosevic et à une séparation, de facto, du Kosovo de la République Fédérale de Yougoslavie. Le premier constat fait ressortir la supériorité militaire américaine et son parallèle sur la faiblesse de l'outil militaire chinois. Le second fait redouter que le cas kosovar ne ravive des prétentions séparatistes de province contrôlées ou revendiquées par la Chine. Il s'agit du Tibet, de la province du Xinjiang, de la Mongolie et de l'île de Taï wan. Le sentiment des dirigeants à l'égard d'une possible intervention de l'OTAN en Asie sous prétexte de défendre des valeurs humanitaires est fort.

CHAPITRE 3 :

LA TRADUCTION DE CETTE CONFLICTUALITE

I. UNE EVALUATION MUTUELLE EN TERME DE MENACE EXERCEE

Les relations de ces Etats sont complexes et recouvrent des enjeux majeurs pour chacun d'eux. Leur évolution s'est faite suivant des cycles alternés de durcissement et de réchauffement, jusqu'à paraître atteindre un niveau que d'aucuns pourraient s'accorder à qualifier de cordiales.

Plus récemment, force est de constater qu'elles ont subi un refroidissement significatif qui s'est accompagné d'un durcissement du jugement réciproque. Les critères d'appréciation réciproque se définissent à l'aune du niveau de menace exercée. Ce jugement s'exprime au niveau des instances dirigeantes mais également et de manière exacerbée, particulièrement dans le cas chinois, au sein des populations.

Les ressentiments nationaux

Du côté chinois, le bombardement par des missiles américains de l'Ambassade de Chine à Belgrade, lors de la crise au Kosovo, a suscité l'indignation des habitants de l'Empire du milieu. Il a déclenché en Chine une vague d'anti-américanisme depuis longtemps assagié. Wang Yizhou¹ voit dans cette affaire la matérialisation de « la nouvelle conception stratégique de l'OTAN » qui vise par touches successives à « dicter sa loi au monde entier »². Cette suspicion est aggravée par les tentatives d'alliances américaines avec des pays d'Asie dont les chinois sont convaincus d'être la cible finale. A ce titre le renforcement de l'alliance militaire nippo-américaine est particulièrement mal ressenti. A un niveau encore plus exaspérant, la proposition des Etats-Unis de faire bénéficier, moyennant leur engagement financier, le Japon et Taï wan d'un système de défense antimissile est considérée comme une menace directe à leur propre sécurité et, concernant la République de Chine, une ingérence ostensible dans leurs affaires intérieures.

Du côté américain, on assiste à une évolution du sentiment national à l'égard de la Chine.

¹ : Sous-directeur du Centre de recherche en économie et en politique mondiale de l'Institut des sciences sociales de Chine.

² : Extrait de la revue « LIAOWANG » (Pékin) paru dans l'hebdomadaire « COURRIER INTERNATIONAL »

La disparition de la menace soviétique à la fin des années 90 avait engendré, à contrario du discours officiel, une volonté manifeste de « toucher les dividendes de la paix, en réduisant l'effort militaire consenti, et notamment en touchant au volume des forces stationnées en Asie, à l'instar des actions menées en Europe. Au plan intérieur, la justification d'un certain effort budgétaire pour maintenir une présence efficace dans la région, ne trouvait pas son fondement dans la crainte des ambitions chinoises ; les Etats-Unis ayant fait part de leur volonté de ne pas s'engager dans des conflits régionaux. Il s'agissait de rassurer les alliés des Etats-Unis et officiellement de pouvoir intervenir aux dépens 'd'Etats brigands' dans la région. Il s'agissait de l'Iran et de l'Irak, accusés d'être des Etats amoraux car ne respectant pas les règles du jeu international, tant dans le domaine des droits de l'homme, des transferts d'armement, de la prolifération des armements de destruction massive, et menaçant de fait la sécurité mondiale et in fine de la Nation américaine. Les déclarations chinoises concernant leurs ambitions régionales, leur ressentiment à l'égard des Etats-Unis accusés de vouloir régner sur le monde, et les révélations formulées dans le cadre du rapport Cox¹, ont entraîné une évolution sensible du sentiment du citoyen américain sur la question chinoise. Si une majorité de la population considère la Chine comme une opportunité pour le commerce américain d'accroître son niveau de profit², un pourcentage grandissant parmi elle la considère comme une menace qui doit être contenue. Un sondage réalisé pour Time/CNN, au milieu de l'année 1999, montre que 45% des Américains interrogés considèrent que la Chine fait peser une menace très grave sur leur pays. Ce chiffre atteint 72% si on y rajoute les personnes pensant que cette menace est moyenne. Au-delà des résultats de cette enquête qui ne revêt qu'un caractère statistique donc imparfait, il est intéressant de noter le sentiment de menace ressentie du fait de l'attitude chinoise.

Au niveau des gouvernements c'est la crise du Kosovo qui a entraîné un refroidissement sensible des relations. Après les soubresauts dans les relations de ces deux Etats de 1989 et de 1995-1996, liés respectivement aux agissements du gouvernement chinois à l'encontre du mouvement étudiant et des tensions avec l'île de Taï wan, la situation s'était sensiblement améliorée. Le président Clinton avait décidé de s'engager dans un partenariat stratégique constructif avec Pékin et quelques rencontres au plus haut niveau étatiques avaient eu lieu. Le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade par les forces de l'Otan est venu mettre un terme à cette embellie. Cet événement n'a sans doute été que le révélateur d'un antagonisme pérenne. Les années 1997 et 1998 avaient certainement suscité un trop grand espoir auprès des dirigeants américains et chinois. Les dirigeants chinois étaient convaincus, d'une part, de l'acceptation par leurs homologues américains de la légitimité de leur quête du statut de grande puissance et, d'autre part, de la possibilité qui leur était consentie de donner libre

¹ : ce rapport fait apparaître que la Chine a, vingt années durant, procédé à un pillage des laboratoires scientifiques et nucléaires américains y compris ceux travaillant à la mise au point des armes les plus sophistiquées. Il affirme que les missiles intercontinentaux mobiles chinois en cours de développement sont dérivés des missiles américains, ce serait le cas du DF 31 et du missile à neutron CSS 6. La Chine réfute ces accusations.

² : cette conclusion est synthétisée de la lecture d'un sondage réalisé par l'Opinion Dynamic Corporation Cambridge, Massachusetts auprès d'un échantillon de 1200 citoyens américains en juin 1999.

cours à leurs revendications régionales. Les Etats-Unis soulignaient l'attitude responsable des dirigeants chinois dans le contexte de crise économique que traversait l'Asie et semblaient reconnaître leur aptitude à participer au règlement de situations délicates, s'apparentant à celle liée aux essais nucléaires indo-pakistanaïsi. L'affaire de l'ambassade chinoise à Belgrade a été vécu comme une humiliation et l'affichage de la dénégation de toute volonté de permettre à la Chine d'accéder au statut de grande puissance reconnue et respectée. Du point de vue américain, la réaction chinoise à cet événement a été incomprise. Elle a plutôt convaincu du caractère "immature" de cet Etat revendiquant la reconnaissance du statut de partenaire crédible dans l'appréciation des phénomènes internationaux. La prise de conscience du caractère dangereux du message nationaliste martelé par les dirigeants et appelant la population à 'laver cent années d'affront' a été également réalisée.

II. UNE CONFLICTUALITE QUI S'EXERCE PAR LE JEU DES ALLIANCES ET DES RELATIONS ETATIQUES

Les alliances et les relations d'Etats nouées par la Chine et les Etats-Unis en Asie apparaissent, pour un de leurs caractères essentiels, comme la matérialisation de la confrontation à laquelle se livrent ces deux puissances. Elles sont représentatives de la lutte qui les oppose, à distance, dans la recherche d'une prééminence de puissance et de défense des idéaux qui sous-tendent leurs politiques respectives.

Les Etats-Unis, en parfaite cohérence avec les lignes directrices de leur stratégie de défense développée au chapitre un de cette étude, ont noué un réseau d'alliance dense et mènent des négociations que l'on pourrait qualifier de recherche d'un compromis avec la république populaire démocratique de Corée. L'ambition américaine poursuivie au travers de ses relations est double. La première est de préserver leur niveau d'influence dans cette région et le libre accès à une zone d'échanges commerciaux essentielle à leur économie. La seconde vise à garantir la sécurité dans la zone en évitant l'émergence d'un acteur prépondérant témoignant d'ambitions géostratégiques personnelles ou de velléités de déstabilisation de l'ordre mondial. Le Japon, Taï wan et les deux Etats de la péninsule Coréenne sont les acteurs essentiels de ce jeu américain.

La Chine quant à elle cherche par l'intermédiaire de ses alliances et de ses relations d'Etats 'particulières' à réduire l'influence des Etats-Unis dans la région et à favoriser l'occurrence de son statut de grande puissance. Le caractère particulier de ses relations résulte de ce qu'elles revêtissent le plus souvent un caractère intimidant voire menaçant ou à défaut demeurent ambiguës. Son projet final poursuit, à l'instar de celui des Etats-Unis, suivant deux objectifs: économique et géostratégique. La Chine est le challenger dans la lutte qui l'oppose au géant Américain, tant sur le plan de l'économie que sur celui du niveau de puissance atteint. L'assise de son prestige dans cette région est antagoniste du maintien de celui de son rival. Ses relations avec le Japon, Taï wan et l'Inde qui se situe aux marges de la zone considérée mais qui, dans la phase

actuelle de ses relations avec la Chine, mérite d'être rapproché de celui de la Russie, oscillent entre un caractère conflictuel et de rapprochement. Le caractère d'ambiguïté concerne principalement ses rapports avec la République démocratique populaire de Corée. La notion d'alliance enfin concerne la Russie, même si ce terme mérite d'être relativisé jusqu'à le caractériser de circonstance.

La redéfinition du traité de sécurité nippo-américain

Le Japon est le pilier de la politique américaine en Asie du Sud-Est. Les relations qu'ils entretiennent avec le pays du Soleil levant sont essentielles au maintien de leur influence régionale et, selon les Américains, de la pérennité de la sécurité dans la région Asie-Pacifique. Cette coopération est constante dans l'attitude américaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle trouve son origine dans le Traité de coopération et de sécurité mutuelle signé entre les deux pays en juin 1951 et révisé en 1960. Sur le terrain elle se matérialise, à l'instar de celles qui intéressent la Corée du Sud, par des relations d'ordre politique et militaire. Les événements du mois d'août 1998, relatifs au tir du missile balistique nord-coréen, et le rapprochement observé entre la Russie et la Chine ont inquiété les pays voisins de la Chine. Il en va ainsi du Japon qui a consenti ou obtenu la redynamisation de l'accord qui le lie avec les Etats-Unis, dans un sens qui pourrait être qualifié de partenariat stratégique. Ce nouvel engagement, adopté par la Diète japonaise en mai 1999, porte le nom de 'guidelines for US-Japan Defense Cooperation'. Il tend à accroître le niveau de coopération entre les deux Etats et devrait faciliter le travail de planification conjointe du fait de l'aménagement de liaisons de communication directes entre les centres de planification respectifs. Cette augmentation découle de l'engagement américain à s'engager d'avantage aux côtés des troupes japonaises en cas d'agression de leur territoire. Cette implication doit être néanmoins quelque peu précisée. L'accord distingue en effet deux types d'agression concernant le Japon. Le premier s'intéresse à une agression imminente et justifierait, dans un tel cas, d'une action effective des forces américaines. L'autre type se rattache à une agression en cours qui entraînerait une réaction initiale de l'archipel seul. Pour les crises se déroulant dans les environs du Japon, il faut de nouveau distinguer deux cas de figure. Le premier concerne les actions non militaires pouvant être conduites dans un cadre multilatéral. Elles seraient assurées par les seules forces d'autodéfense nippones. Le second à trait aux opérations exclusivement militaires et donnerait lieu au partage usuel des tâches : les Etats-Unis menant l'intervention militaire sur le terrain, le Japon se chargeant de fournir le soutien requis en terme de support d'infrastructure et d'installation et en conduisant des opérations de soutien dans les espaces aériens et maritimes internationaux.

Cette réorientation de l'accord nippo-américain mérite une analyse plus approfondie. Elle révèle deux faits majeurs. Le premier est lié à l'esprit qui le sous-tend. Il amène lui-même deux constats. Le premier constat concerne le rapprochement dans l'action des forces respectives. Ce caractère novateur peut quelque peu surprendre ; le critère de synergie des forces apparaissant naturellement comme multiplicateur d'efficacité lorsque le ratio des forces, en

terme d'efficacité, est équilibré entre les partenaires. Ce paradoxe est accentué si on considère l'effectif des forces américaines stationnées sur le sol nippon. Ce nombre avoisine les 47 000 hommes. Jusqu'à la révision récente du traité, ceux-ci n'avaient pas pour mission de contribuer au refoulement d'une agression mineure contre l'Archipel. Au-delà des conséquences évidentes sur l'efficacité douteuse de tels dispositifs opérationnels disjoints couvrant des espaces géographiques chevauchants, un tel choix traduisait le caractère manifestement déséquilibré de l'alliance. La réorientation du traité souligne, certes une plus grande implication de l'Etat nippon dans le règlement de conflits intervenant dans sa zone, souhaitée de longue date par les Etats-Unis, mais également une évolution de la conception stratégique d'intervention des Etats-Unis dans la région asiatique. C'est le deuxième constat que suscite l'évolution récente du traité. Les Etats-Unis en obtenant un engagement plus important de l'archipel dans les questions de sécurité régionales consentent aussi à mutualiser d'avantage ces questions de défense. Ils fondent en partie leur stratégie de sécurité sur l'engagement de tiers et reconnaissent de fait l'existence d'une politique de sécurité japonaise à l'échelle mondiale. Il s'agit donc d'une sensible évolution de la conception de l'alliance qui confère au Japon le statut de partenaire privilégié des questions de sécurité dans la zone.

L'autre fait majeur lié à ce traité dans sa forme la plus récente est le cas porté à la coopération en cas de crise avérée dans les « zones environnant le Japon ». Dans ce contexte, le Japon fournirait des infrastructures portuaires et aéroportuaires pour les opérations américaines en Extrême-Orient. La non limitation précise du périmètre de « zones environnant le Japon » est un paramètre qui ajoute à l'ambiguïté de dette close. Au sens du traité, ces zones se rapportent à une situation et non pas à un espace géographique. La préservation des voies de circulation et d'approvisionnement nipponne entre dans le cadre de situation évoqué. Cette notion concerne donc la zone de mer de Chine méridionale où la Chine témoigne de prétentions territoriales manifestes. Ce concept a également pour caractéristique de laisser planer une ambiguïté savamment entretenue sur l'inclusion éventuelle de l'île de Taï wan dans le périmètre considéré.

La constance de la stratégie américaine à l'égard de Taïwan

La stratégie américaine envers Taï wan a été marquée par une grande continuité, malgré quelques allégations de façade de la part des dirigeants américains. Cette stratégie repose sur deux principes qui perdurent depuis la guerre de Corée. Il s'agit du maintien de la situation existante dans le détroit de Taï wan et la résolution pacifique de la question de Taï wan. Jusqu'en 1954, les Etats-Unis étaient liés à l'île par un accord de sécurité et disposaient de troupes sur son territoire. En 1979, le Congrès américain approuvait la loi du *Taiwan Relations Act*, garantissant le maintien des livraisons d'armements défensifs et un appui militaire en cas d'agression extérieure. Ces ventes se sont accélérées après le renforcement des capacités offensives chinoises entrepris à partir de 1989 avec le soutien de la Russie. La crise des missiles de 1995 et 1996 a resserré les liens de sécurité entre les deux pays. En 1997, les américains ont vendu des systèmes

antimissile Patriot pour répondre à la menace exercée sur l'île par le pointage de nombreux missiles chinois. Récemment, la Chambre des représentants américaine a adopté une proposition de loi qui vise à accroître la coopération militaire avec l'île. Ce projet ne semble pas recevoir l'assentiment de la présidence.

La rénovation du dialogue américain sur la question coréenne

La péninsule coréenne demeure un point chaud du monde. La Corée du Nord continue à entretenir une incertitude sur ses intentions qui ne permet pas d'écartier toute résurgence de conflits armés. Cette incertitude est liée au caractère imprévisible et à l'instabilité de son leader ainsi qu'à l'impasse dans laquelle se trouve le pays sur le plan économique et de son développement depuis de nombreuses années. Face à situation, les dirigeants nord-coréens ont entrepris une diplomatie d'intimidation. Cette action s'apparente à un chantage à la sécurité en échange d'une aide économique et financière. C'est dans cet état d'esprit que Pyongyang s'est retiré du Traité de non prolifération nucléaire en 1993.

Dans ce contexte, la stratégie américaine s'inscrit suivant deux pôles.

Le premier concerne la dissuasion d'une agression par la République populaire démocratique de Corée. Elle s'exerce par l'intermédiaire d'un engagement militaire important, fort de 37 000 soldats américains, sur le territoire sud-coréen et la réalisation de manœuvres conjointes régulières. Cet engagement est conforme aux accords conclu entre les deux Etats depuis le 1^{er} octobre 1953, au terme de la guerre de Corée (1950-1953). Concernant la coopération américano-sud-coréenne, on assiste à une volonté croissante d'émancipation. Ce désir participe de celui de pouvoir pallier un désengagement ressenti comme possible de la part des forces américaines, une fois la question nord-coréenne traitée. Il ressort également d'une manifestation nationaliste de prendre seul en main son destin sécuritaire.

Le second est de nature préventive. Il concerne une politique visant à contenir l'agressivité du Nord et à favoriser la reprise du dialogue Nord-Sud. Suite à la décision de Pyongyang de 1993 mentionnée ci-dessus, les Etats-Unis sont parvenus au travers de l'accord de Genève d'octobre 1994 à entamer une coopération avec le régime de Kim Jong-II. Les avancées demeurent néanmoins fragiles et insuffisantes. Pour tenter de relancer le processus de concertation et de coopération le président américain et sud-coréen ont, en avril 1996, proposé la tenue de pourparlers quadripartites incluant les deux Corées, la Chine et les Etats-Unis. Les conversations ont débuté à Genève en décembre 1997 mais ont abouti à une impasse.

Du fait de la question nord-coréenne, la coopération américano-sud-coréenne semble devoir évoluer. La raison de cette probabilité est liée au caractère exclusif et confidentiel des relations que les Etats-Unis entretiennent avec la République populaire démocratique de Corée. Ce comportement suscite un doute

auprès des autorités sud-coréennes. Elles craignent qu'une entente soit faite aux dépens de leurs intérêts. Le Japon partage cette inquiétude. Pour rompre cette opacité, ils ont entrepris un rapprochement et réclament l'ouverture des négociations quadripartites étendues à la Russie et au Japon. Cette requête déplaît aux Etats-Unis. C'est plus encore le rapprochement nippon-coréen sur la question nord-coréenne qui les inquiète car il est porteur à terme, selon eux, d'une nécessaire redéfinition de leur propre stratégie régionale.

Le projet américain de défense antimissile de théâtre

Face à l'inquiétude suscitée par l'essai du missile nord-coréen au mois d'août 1998 qui a survolé le Japon - Pyongyang affirme qu'il s'agissait d'un satellite - les Américains ont proposé à leurs alliés Sud-coréens et Japonais de leur fournir un système de bouclier antimissile. L'efficacité d'un tel système pourrait s'étendre à l'île de Taï wan, c'est en tout cas une certitude des dirigeants chinois que leurs homologues américains se refusent à démentir. Cette proposition n'a pas reçu un écho très favorable de la part de la Corée et du Japon. Taï wan semble partagé cette opinion.

La stratégie développée par les américains au travers de leur proposition participe d'une volonté de contrer le renforcement du potentiel militaire chinois dans le domaine balistique. Ce renforcement, mis en exergue par les conclusions du rapport Cox, est un des axes majeurs suivi par la Chine pour accroître son potentiel offensif ou dissuasif si on considère la question sous l'angle de la neutralisation de toutes velléités de réaction des pays qui contesteraient la légitimité de leurs prétentions. Ce projet est sur le plan purement militaire particulièrement intéressant car il obère significativement l'efficacité du dispositif imaginé par les chinois.

L'attitude chinoise à l'égard du Japon

De nombreuses analyses ont conclu au caractère concurrentiel des ambitions sino-japonaises en Asie. Cette opposition est considérée comme le justificatif d'une confrontation annoncée. Ces deux pays ont en effet témoigné, à partir de la nouvelle donne géostratégique de 1991, d'ambitions contradictoires, manifestées dans un contexte lourd de rancœur ; héritage indélébile de l'histoire de ces deux Nations. Le sens de cette rivalité se fonde sur la confrontation de visions idéologiques opposées, liées d'une part à la démocratie et d'autre part au totalitarisme. La première conduit à un maintien de la situation, l'autre à une évolution forcée du champ géostratégique au bénéfice d'un seul parti. Des sources de tension existent. La Chine aggrave, du fait de ses prétentions régionales, le sentiment d'hostilité et de crainte. Néanmoins, d'aucuns s'accordent à considérer que la stratégie chinoise ne devrait pas inciter le Japon à faire évoluer son concept de défense dans un sens plus offensif. Tout au plus, il devrait décider d'accroître ses capacités défensives. Cette conviction se fonde sur le cadrage de la

constitution japonaise de 1946, et sur son caractère restrictif, en terme de possibilité d'intervention militaire à l'extérieur de leurs frontières. Cette augure va probablement encourager les dirigeants chinois à poursuivre leurs ambitions, avec un certain mépris pour les considérations de leurs homologues nippons.

Néanmoins, la redéfinition du traité de coopération nippo-américain dans le sens d'un resserrement de leurs relations, et la distension des relations avec les Etats-Unis ont récemment poussé la Chine à ménager son rival japonais et à agir pour un réchauffement de ses relations bilatérales. Cette évolution est liée au volume de ses moyens qui ne lui permet pas d'entretenir une rivalité simultanée avec son rival occidental et ses alliés régionaux.

La virulente question sino-Taïwanaise

Le rattachement de l'île de Taï wan à la République populaire de Chine est une volonté obsessionnelle des dirigeants chinois. La question Taï wanaise occupe dans le discours officiel une place fondamentale et constante. Elle est explicitement soulignée dans la doctrine actuelle, suivant des termes qui témoignent de l'importance qui lui est accordée. Les conditions d'emploi de la force contre Taï wan sont définies dans trois cas de figure : en cas de déclaration d'indépendance, de programme nucléaire, ou d'intervention étrangère sur l'île.

La stratégie mise en œuvre pour parvenir à une réunification emprunte deux axes. Le premier est coercitif. Il concerne les actes d'intimidation, du style de ceux perpétrés lors de la crise des missiles - Jean-Pierre Cabestan¹, dans un article paru dans la revue trimestrielle 'Géopolitique', qualifie cette stratégie de « stratégie balistique d'unification » - ou encore dans le cadre du livre blanc, publié en février 2000, de Pékin sur Taï wan sommé d'entamer des négociations sur la réunification ou de s'apprêter à un conflit armé. Le second tend à convaincre l'opinion internationale de la capacité de la Chine à intégrer Taï wan suivant un processus pacifique qui s'apparenterait, au travers d'une formule qui reste à inventer - à moins que ce ne soit celle récente d'un expert chinois : « Un pays (la Chine), deux systèmes (socialiste et capitaliste), trois modèles (la République populaire – Hongkong-Macao – Taï wan) - au retour de Hongkong dans le giron chinois.

La question taiwanaise dépasse le caractère purement stratégique qu'on lui accorde communément. Elle touche à des domaines plus vastes que le cadre limité de cette étude ne permet pas de développer et qui sont d'ordre économique et hautement politique. Elle s'insère également, avec une volonté de simplifier schématiquement son importance, dans la question de la place respective qu'entendent jouer dans la région la Chine et les Etats-Unis. Elle est au cœur d'un dialogue diplomatico-stratégique essentiel.

¹ Jean-Pierre Cabestan est directeur du Centre d'Etudes français sur la Chine contemporaine et directeur de Perspectives chinoises

Les relations de la Chine avec les deux coréees

En ce qui concerne les deux Corées, la Chine considère la péninsule coréenne comme une zone vitale au maintien de sa sécurité. L'histoire de cette zone, avec les trois guerres les plus récentes qu'elle a traversé, de la fin du 19^{ème} au milieu du 20^{ème} siècle, témoigne effectivement de sa haute valeur stratégique. Cet enjeu a justifié de l'intervention militaire réitérée des forces chinoises.

La Corée du Nord est le pilier sur lequel s'appuie la Chine pour préserver sa propre sécurité. Les relations qu'elle entretient avec ses dirigeants sont toujours demeurées d'un genre particulier. Elles ont constamment manifesté de la volonté d'indépendance des dirigeants de la partie nord-coréenne. Au-delà des discours flattant l'amitié des deux pays et l'étroitesse de leurs relations, soulignée notamment au cours de la guerre de Corée par la formule : « une amitié étroite comme la lèvre et la dent », la République démocratique populaire de Corée a sans cesse veillé à maintenir une certaine distance face à l'envahissante Chine. La visite en Chine du président sud-coréen, Kim Il Sung, en 1991 a éloigné la Chine de son 'partenaire'. Le lancement d'un missile nord-coréen au-dessus du Japon en août 1998 a agacé la Chine qui le prétend t'elle, en ignorait la probable occurrence. Les dirigeants chinois se sont néanmoins gardés de porter une condamnation sur Pyongyang et ont même empêché le vote d'une sanction contre ce pays par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Malgré les soubresauts des relations bilatérales, la Chine, du fait des enjeux stratégiques liés à la Corée du Nord, n'a jamais dénoncé le Traité de défense signé en 1961 qui l'engage à défendre ce pays en cas d'agressions. En ce qui concerne une éventuelle réunification de la péninsule, la stratégie actuelle de la Chine y est contraire. Elle pense qu'un tel avènement n'aurait pour autre conséquence que l'absorption du Nord par le Sud et consoliderait de fait le poids des Etats-Unis dans cette zone. L'attitude à l'égard des dirigeants sud-coréens est construite en fonction de cet objectif.

Le jeu des relations de la Chine avec l'Inde et la Russie

Les relations entre la Chine et son voisin Indien sont une alternance d'indifférence et d'antagonisme. Ces rapports d'ordre conflictuel sont la conséquence de différents paramètres. Le premier d'entre eux concerne l'existence de deux stratégies impérialistes en Asie méridionale qui s'affrontent. L'Inde a en effet considéré à certains moments de son histoire qu'elle représentait l'entité autour de laquelle ses voisins devaient se rassembler. Un autre de ces facteurs a trait à des revendications territoriales mutuelles contestées par l'autre.

Le fait nucléaire indien, avéré en mai 1998, a suscité la condamnation des dirigeants chinois. Cette prise de position, en phase avec celle du monde occidental et notamment des américains, a permis à la Chine de faire montre de son sens des responsabilités. L'évolution récente des relations sino-américaines, résultant des suites de la crise du Kosovo, a conduit ces dirigeants à reconsidérer

la question des relations avec son voisin. Ce changement va dans le sens d'un apaisement et d'un rapprochement des deux diplomaties. Elles ont conjointement condamné l'action de l'OTAN en Yougoslavie. Cette démarche tend, à la lumière des dernières déclarations sino-indiennes, à recevoir un écho plus favorable que par le passé.

La Russie et la Chine ont également vu leurs relations s'intensifier depuis l'affaire kosovare. La Russie est devenue le premier fournisseur d'arme de la Chine et constitue le troisième acteur d'un contre pouvoir espéré à l'hégémonie américaine.

La rivalité résurgente de la Chine et des Etats-Unis profite donc à ses anciens adversaires. Mais il ne s'agit là que de rapprochements de circonstance qui ne visent dans l'esprit des dirigeants chinois qu'à défendre leurs intérêts et préserver leurs ambitions. Ils ne revêtent donc qu'un caractère temporaire, la Chine ne demeurant intéressée que par la seule question de ses intérêts.

III. EVOLUTIONS DANS LE DOMAINE MILITAIRE

Du côté américain, les évolutions envisagées dans le domaine militaire concernent principalement le projet national de défense contre les missiles nucléaires¹. Ce projet, qui viole un engagement officiel de ses dirigeants contracté dans le cadre d'un traité international, inquiète la Chine, la Russie et la grande majorité des puissances occidentales. La raison de cette inquiétude est liée au risque d'une probable relance à la course aux armements. De nombreux dirigeants ont élevé la voix pour condamner le risque 'incalculé' qu'un tel projet fait planer sur la sécurité internationale.

La Chine, quant à elle, s'est attachée, comme l'évoquaient les éléments mentionnés au second paragraphe du chapitre premier de cette étude et sur lesquels nous ne reviendrons pas, à moderniser son armée dans le sens d'une plus grande aptitude de la Nation à faire valoir ses ambitions géostratégiques. Son action se manifeste également par une multitude d'initiatives à caractère interne ou tournées vers l'extérieur. Au-delà du jeu des relations interétatiques que nous évoquions précédemment, il convient de souligner le grand nombre de postes d'attachés et de délégations militaires échangés avec différents pays. Il est également important de rapporter le nombre significatif d'accords de 'compréhension mutuelle' et de désarmement dans les régions frontalières signés avec les pays limitrophes. Les derniers soubresauts qui agitent les dirigeants de cet Etat, et sur lesquels nous nous appesantirons, font suite au projet NMD américain. Ce projet mérite un parallèle avec ce que l'on peut appeler la stratégie spatiale chinoise.

¹ il s'agit du projet National Missile Defense (NMD) auquel s'intéresse le Pentagone et qui verra peut-être le jour dans la décennie future s'il obtient l'approbation de la présidence et si les freins politico-diplomatiques à sa réalisation sont ôtés.

Le projet NMD américain

Le projet NMD, dont la décision éventuelle de déploiement pourrait être prise par le président américain au cours du mois de juillet de cette année, pour un premier site déployé aux alentours de 2005, fait l'objet d'un discours animé au sein des instances américaines. Elles fondent sa légitimité sur la nécessité de protéger le territoire des Etats-Unis contre les dangers liés à la prolifération des armes de destruction massive au sein d'Etats bandits tels que l'Iran, la Libye, l'Irak ou la Corée du Nord. Ce sentiment de menace ressentie a été exacerbé par les révélations faites au travers du rapport Cox. On peut s'interroger sur l'effectivité de cette menace. Au sein de la Nation américaine le débat qui a lieu tend à considérer que face à l'accroissement constaté de la menace balistique au cours des vingt dernières années et de l'efficacité imparfaite du processus de contrôle de non prolifération, il peut être censé d'imaginer une autre manière de se protéger.

La menace que l'on peut supposer face à la prolifération avérée tient peut-être, dans l'immédiat, d'avantage à l'existence du projet américain qu'aux risques dont il est censé les préserver. Les raisons de ce jugement sont doubles. La première sort du cadre de l'étude actuelle et concerne les conséquences qu'un tel système auraient sur le devenir des engagements des Etats-Unis auprès de leurs alliés. Qu'advieront-ils si les Etats-Unis se retrouvent protégés sous leur parapluie balistique ? La seconde concerne les risques de reprise d'une course aux armements et la fin des négociations sur le désarmement. La Chine s'est exprimée de manière très explicite sur ces deux questions. Dans un article d'Oliver August, tiré du quotidien *The Times* et paru en février 2000 et qui se fait l'écho de propos du vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Guangya : « Cette décision infligera certainement de sérieux dommages à l'équilibre et à la stabilité stratégiques du monde, affaiblira l'environnement international de sécurité, rendra difficile la poursuite du régime international de non-prolifération et pourra même déclencher une nouvelle course à l'armement, au détriment de la propre sécurité de l'Amérique ».

Au-delà des déclarations péremptoires, il est intéressant d'analyser la démarche stratégique chinoise pour contrer ce projet. Elle vise manifestement à susciter d'avantage un mouvement d'opposition internationale, incluant les alliés de l'Amérique, qu'à traduire une volonté de s'engager dans une concurrence coûteuse avec les Etats-Unis. Le niveau des dépenses à consentir ne manquerait pas d'obérer durablement son potentiel de croissance et par la même celui de sa capacité à couvrir son dessein géostratégique. L'augmentation du budget de la défense chinois constatée depuis plusieurs années – il a été multiplié par trois au cours des vingt dernières années - ne suffirait d'ailleurs pas à combler avant de nombreuses années, le fossé qui sépare son outil militaire de celui des américains. L'acceptation d'un tel challenge marquerait sans nul doute pour une longue durée la fin des ambitions chinoises.

La réaction des Américains, face aux déclarations des Etats occidentaux et d'autres pays dont la Chine, est agacée. Les partisans de ce projet cherchent le

moyen de parvenir à convaincre leurs alliés de les laisser mener à bien leur projet et, par ailleurs, à provoquer une renégociation des termes du traité ABM qui accompagnait l'accord Start 1, signé en 1972 avec les Russes. Ces adversaires pensent qu'il vaudrait mieux consentir à donner à la Chine la place qu'elle mérite dans les affaires régionales et tisser avec elle un maillage étroit d'engagements bilatéraux.

La stratégie spatiale chinoise

La volonté chinoise de se doter d'un système spatial autonome remonte au début des années 50. Ce projet participait d'une volonté d'affirmer sa puissance sur la scène internationale, à l'instar des Etats-Unis et de l'Union-Soviétique. Cette volonté est demeurée intacte pendant la révolution culturelle. L'ouverture du pays entamée en 1979 a permis une augmentation de la coopération internationale. Ces échanges ont ensuite été réduits à la suite des événements de la fin des années 90.

Les résultats de ces efforts sont probants et touchent à de nombreux domaines liés à l'utilisation de l'espace. Le pays a pu mettre, par exemple, au début des années 80, un lanceur au profit de la communauté internationale. Ses dirigeants envisagent de procéder à l'envoi d'hommes dans l'espace au début du siècle prochain. Les nombreuses applications couvertes ont permis la mise au point de technologies complexes qui ont eu elles même des répercussions dans le domaine stratégique. La Chine a par l'intermédiaire de la conquête spatiale pu accroître son indépendance stratégique et les événements récents corroborent ses dirigeants dans la nécessité de poursuivre leurs ambitions.

Le programme spatial chinois est dans les faits largement ambitieux. Les applications civiles et militaires mises au point touchent à différents secteurs, dont : la météorologie, les télécommunications et la télédiffusion, l'observation, l'exploration spatiale, le projet de système de positionnement par satellites – Etoile double -, des armements à énergie dirigée. A ce sujet, le Pentagone considérait en 1998 que la Chine disposait de capacité lui permettant d'endommager ses satellites espions. Ces résultats ont été obtenus malgré les ralentissements imputables à la politique américaine, particulièrement restrictive sur la période 1991-1996, d'interdiction partielle ou complète d'exporter des technologies requises.

De telles avancées pourraient permettre à la Chine de renforcer sensiblement son appareil militaire et d'imposer par la même plus facilement ses prétentions aux pays voisins. Elles ont également eu des conséquences sur les relations sino-américaines, aggravées par les révélations du rapport Cox. Au stade actuel du savoir faire spatial chinois, les dirigeants de Taï wan considèrent que si les efforts constatés étaient ainsi maintenus, les capacités de son pays seraient dépassées aux alentours de l'année 2010.

La volonté manifestée par la Chine suscite une interrogation plus profonde. Le pays va t'il modifier son concept stratégique ? C'est en tous cas le sentiment

de certains analystes. Il est conforté par les déclarations chinoises de conditionner son outil militaire pour lui permettre d'agir contre un ennemi technologiquement supérieur. Ce projet s'accompagne d'une augmentation de l'équipement en missiles de longue portée et d'accroissement de la performance des moyens spatiaux. Les stratèges américains considèrent, à la lumière du récent rapport sur l'effort d'espionnage chinois, que le pays s'oriente vers une stratégie antisatellite. Du point de vue chinois, un tel choix n'irait pas à l'encontre des déclarations officielles et de l'appel lancé dans le cadre du Livre blanc sur la défense pour l'interdiction des armements dans l'espace.

CHAPITRE 4

LES RISQUES D'UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE

Face aux nombreuses déclarations d'analystes ou d'hommes politiques qui prédisent une reprise imminente d'une course aux armements, il est permis de s'interroger sur le bien fondé d'une telle assertion. Si aucun raisonnement revendiquant une approche rationnelle ne peut répondre de manière catégorique à ce questionnement, l'analyse de différents paramètres laisse planer un doute quant à sa prochaine occurrence.

Trois facteurs vont dans le sens de ce jugement. Le premier concerne les effets de la mondialisation, le deuxième se rattache aux objectifs fondamentaux des chinois et des américains, le dernier a trait au rapport de force existant entre ces deux Nations.

Les effets de la mondialisation

La pérennité de l'essor chinois est, de notre point de vue, entièrement dépendante de la capacité de ses dirigeants à intégrer leur pays dans le phénomène de mondialisation. La Chine a besoin pour maintenir sa croissance et préserver un sens à son projet géostratégique de s'ouvrir à l'économie libérale et par voie de conséquence de rejoindre son institution phare : l'Organisation Mondiale du Commerce. Son Premier ministre Zhu Rongji a poursuivi en ce sens les efforts initiés dès 1986 par Deng Xiaoping pour rejoindre le GATT¹. Ses efforts et ses concessions, jugées excessives par les conservateurs chinois qui les assimilent à une trahison des idéaux politiques de la révolution chinoise, ont permis la signature d'un accord bilatéral avec les Etats-Unis en novembre 1999 qui laisse espérer une prochaine intégration à l'Organisation².

Les objectifs fondamentaux américains et chinois

Les Etats-Unis sont de fait la première puissance militaire mondiale. Leur domination est ici complète et la vitalité de leur économie leur permet de maintenir cet avantage sans avoir à craindre une réelle concurrence de quiconque. Leur objectif fondamental dépasse la seule question de l'omnipotence de leur outil militaire. Il s'entend aussi en terme de maintien de leur leadership dans les

¹ GATT : General Agreement on Tariffs and Trade.

² A la date où est rédigée cette étude, la question de l'adhésion bute sur les négociations avec l'Union européenne.

domaines économique, politique et culturel. Un durcissement trop important de leurs relations extérieures avec leurs adversaires mais aussi leurs alliés qui pourraient se montrer agacés de leur comportement, réduirait la durée probable de leur statut. A l'instar des grandes puissances économiques, ils appuient une part significative de leur croissance sur le volume de leur commerce extérieur. L'environnement international actuel ne correspond plus à celui qui a prévalu durant la guerre froide. Chaque puissance considère comme inhérent à la préservation de ses propres intérêts vitaux, le maintien d'un environnement exempt de véritables tensions déstabilisatrices de la sécurité mondiale. Les Etats-Unis ne peuvent pas se permettre de se retrouver isolés sur la scène internationale du fait d'une trop grande intransigeance dans la prise en compte des intérêts collégiaux aux grandes Nations. C'est en ce sens que ce paramètre d'ordre politique devrait influencer sur la stratégie américaine.

Ceux de la Chine sont liés au maintien des conditions qui permettront la concrétisation de leur dessein stratégique, largement explicité au cours de cette étude. Elles sont en premier lieu d'ordre économique et financier – développer l'économie du pays avant d'envisager un large essor de son outil militaire -. Le pays ne peut pas, dans l'état actuel de son économie et face aux profonds bouleversements intérieurs induits par la libéralisation de son économie, mener une course aux armements. Un tel choix est exclusif de la poursuite de son développement et le condamnerait sans nul doute à devoir abandonner son projet d'obtention du statut de grande puissance. Quant à l'idée qu'il lui suffirait d'attendre d'avoir suffisamment accru son niveau économique avant d'entreprendre cette course, il ne prend pas en compte le fait que ce projet lui demanderait une masse financière dont l'importance obérerait significativement sa capacité à maintenir son niveau de croissance et fragiliserait sa position sur l'échiquier international. Cette fragilité serait, le cas échéant, aggravée par le fait qu'il aurait à faire face à une réaction économique, et non militarisée, des grandes puissances occidentales qui verraient dans l'agitation induite par son attitude un risque sur la préservation de leurs propres intérêts commerciaux.

Des rapports de force inégaux

Le dernier facteur qui ne nous laisse pas croire à une véritable reprise de la course aux armements a trait à la différence de niveau des outils militaires chinois et américains. Celui de la Chine est encore largement suranné. Les efforts consentis, nous le disions depuis plus de vingt ans, ne suffisent pas à rattraper le retard accumulé et restent, au stade actuel, largement inférieur à ceux des Etats-Unis. Leur rééquilibrage rapide est impossible, sauf à amener les dirigeants chinois dans une voie qui a conduit à l'asphyxie de l'Union Soviétique et à son effondrement. Les affirmations des dirigeants chinois sur l'imminence d'une nouvelle guerre froide tiennent d'avantage d'une volonté de regrouper, face au risque suscité, une majorité de puissances exaspérées par l'attitude égoïste des américains dans un mouvement qui tendrait à réduire leurs prérogatives.

CONCLUSION

Les Etats-Unis et la Chine suivent depuis longtemps des stratégies impérialistes afin de préserver ou de recouvrer une position dominante sur l'échiquier international. Les dirigeants de ces deux pays ont adapté leur stratégie aux évolutions de l'environnement géostratégique et de leurs ambitions. Les Etats-Unis ont démontré par le biais de leurs actions une volonté constante de conserver la maîtrise des facteurs qui président au maintien de leur hégémonie. La Chine, depuis l'élan insufflé par son ex dirigeant Deng Xiaoping, a entrepris de devenir une puissance de premier rang. Ce projet passe par la construction préalable d'une prééminence locale. Les moyens choisis pour y parvenir respectent une pensée vieille de vingt-cinq siècles qui a marqué, sans discontinuité, les stratégies suivies par ses dirigeants successifs.

L'Asie dans sa façade orientale joue un rôle essentiel dans le dessein de ces Nations. Leurs ambitions réciproques s'entrechoquent en conséquence.

Cette opposition pousse les deux pays à s'affronter à distance, par le biais de relations multilatérales et d'initiatives qui tendent à réduire leur niveau d'influence respectif.

A la suite des événements liés à la crise du Kosovo, les dirigeants chinois ont considéré l'OTAN, par la possible universalité de son périmètre d'engagement, comme un frein à leurs ambitions régionales et de fait internationales. Les plus radicaux d'entre eux considèrent que l'Organisation fait planer une menace sur l'intégrité même de leur territoire.

Face à la prolifération des armes de destruction massive et à l'exacerbation du sentiment nationaliste chinois propice à rompre la sécurité mondiale, les Etats-Unis étudient le déploiement d'un système national de défense antimissile. Ce projet, qui viole les engagements américains contractés dans le cadre d'accord de désarmement, inquiète sérieusement la Chine qui y voit une attaque contre ses propres intérêts en Asie.

Les risques d'une reprise de la course aux armements agitée par les dirigeants chinois tiennent, au stade actuel des éléments connus, d'avantage d'un acte d'intimidation que d'une aptitude à la conduire.

Vu du côté américain, dans un avenir à long terme, cette perspective ne peut être totalement écartée. Les puissances autres que les Etats-Unis ne peuvent, en effet, accepter que ce pays s'oppose à l'occurrence d'un nouvel ordre multipolaire si celui-ci préserve la sécurité globale. Il leur appartient donc de consentir à d'autres la possibilité de faire valoir leurs propres intérêts sur la scène internationale. La Chine appartient au cercle de ces prétendants naturels.

BIBLIOGRAPHIE

Revues et articles

Défense nationale,

- La révision du traité de sécurité nippo-américain, Jean- Baptiste Longour, mai 1999
- L'économie chinoise, juin 1999
- L'Asie et le Kosovo, chronique de Jacques de Goldfiem
- La sécurité en Asie au 21^{ème} siècle, juillet 1999
- Coup de froid sur les relations sino-américaines,
- Les relations sino-américaines après la guerre du Kosovo, Valérie Niquet, octobre 1999
- La Corée du Sud et le Japon : relations politiques et militaires avec les Etats-Unis, chronique de Claude Monnier
- L'espace nouvel échiquier pour la rivalité sino-occidentale, Nathalie Hoffman, 1999
- La nouvelle oscillation stratégique, Jean Dufourcq, 1999
- De nouvelles exigences stratégiques, Claude Chaufrein, 1999
- Chine : la longue marche vers l'OMC, chronique de Jacques de Goldfiem, 1999

Stratégique

- La mer de Chine méridionale, Claudine Maudoux, n° 63
 - Les îles Spratleys : une source de conflit en Asie du Sud-Est, Audrey Hurel
 - La conception chinoise de la dissuasion nucléaire à l'époque de Mao Zedong, Chen Shi Min
 - Etats-Unis : lente chronique d'une rupture stratégique annoncée, Arnaud Blin, n° 65
- Rupture ou continuité : la situation stratégique en Asie depuis la fin de la guerre froide, Valérie Niquet

L'année stratégique

- L'Asie Orientale, Valérie Niquet, année 2000
- Les Etats-Unis, Françoise Prigent

Géopolitique

- La Chine populaire, Taï wan et les Etats-Unis : échanges constructifs ou dilemme stratégique, Jean-Pierre Cabestan, n° 67
- Les relations de la Chine avec les deux Corées, Bertrand Chung
- La Chine, son armée, sa défense, Jacques de Goldfiem
- Chine – Inde : de l'ignorance réciproque à la rivalité, entretien avec Jean-Alphonse Bernard

Courrier international

- Chine – Etats-Unis : la guerre des étoiles se joue en Asie
Americans look at Asia : a Potomac Associates Policy Perspective by William Watts

China's foreign, military relations, a project by the Henry L. Stimson Center, Kenneth W.Allen – Eric a.Mc Vadon, October 1999

Statemen's Forum, National missile defense policy, remarks by Walter B. Slocombe under Secretary of defense for policy, at the statemen's forum, center for strategic and international studies, November 5, 1999

Ouvrages

Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde, Zbigniew Brzezinski, Bayard Editions, Actualité

Sun Zi, l'art de la guerre, bibliothèque stratégique, Economica